



**CONCOURS EXTERNE DES 18, 19 ET 20 JANVIER 2010
POUR L'EMPLOI D'INSPECTEUR STAGIAIRE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**

ÉPREUVE ÉCRITE D'ADMISSIBILITÉ N°3

(DURÉE : 3 HEURES - COEFFICIENT 4)

OPTIONS A, B, C et D

OPTION A : page 2

OPTION B : page 3

OPTION C : page 10

OPTION D : page 14

AVERTISSEMENTS IMPORTANTS

Vous devez composer dans l'option choisie lors de votre inscription et uniquement dans celle-ci. **Si vous composez dans une option différente ou dans plusieurs options de la présente épreuve, votre copie sera notée 0/20.**

Veillez à bien indiquer sur votre copie l'option dans laquelle vous allez composer, ainsi que le nombre d'intercalaires utilisés (la copie double n'est pas décomptée).

Pour l'épreuve de comptabilité et analyse financière, l'usage d'une calculatrice ainsi que du plan comptable général (vierge de toute annotation) sont autorisés.

Pour les autres matières, l'usage de tout matériel autre que le matériel usuel d'écriture et de tout document autre que le support fourni est interdit.

Toute fraude ou tentative de fraude constatée par la commission de surveillance **entraînera l'exclusion du concours.**

Il vous est interdit de quitter définitivement la salle d'examen **avant le terme de la première heure.**

Le présent document comporte 14 pages numérotées.

**AU CHOIX DU CANDIDAT, CE CHOIX ÉTANT PRÉCISÉ LORS DU DÉPÔT DE
LA DEMANDE D'ADMISSION A CONCOURIR**

*** * ***

OPTION A : ANALYSE ÉCONOMIQUE

Croissance économique, équité sociale et protection de l'environnement.

OPTION B : COMPTABILITÉ ET ANALYSE FINANCIÈRE

REMARQUES PRÉLIMINAIRES :

- *Les quatre dossiers à traiter sont indépendants les uns des autres et doivent être traités. Chaque réponse devra être précédée de la question à laquelle elle se rapporte.*
- *L'unité monétaire utilisée dans ces quatre dossiers est l'euro.*
- *Lorsque cela est nécessaire, le taux de TVA applicable aux opérations taxables est de 19,6 %.*
- *La durée de l'exercice comptable coïncide avec l'année civile.*
- *Toutes les réponses doivent être justifiées.*

Dossier 1

La société SMITH fournit les renseignements suivants :

Produits d'exploitation :

Ventes de marchandises : 1400 €
Production vendue : 1600 €
Production stockée : 50 €
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions : 20 €

Charges d'exploitation :

Achats de marchandises : 1000 €
Variations des stocks de marchandises : -30 €
Achats de matières premières : 700 €
Variations des stocks de matières premières : 25 €
Autres achats et charges externes : 600 €
Impôts, taxes et versements assimilés : 50 €
Charges de personnel : 500 €
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions : 120 €
Autres charges : 40 €

Produits financiers :

Autres intérêts : 30 €

Charges financières :

Intérêts et charges assimilés : 40 €
Charges nettes sur cessions de VMP : 20 €

Produits exceptionnels :

Sur opérations de gestion : 5 €
Sur opérations en capital : 40 €

Charges exceptionnelles :

Sur opérations de gestion : 15 €
Sur opérations en capital : 50 €

Travail à effectuer : Veuillez calculer en argumentant vos résultats :

- la marge commerciale ;
- la production de l'exercice ;
- la valeur ajoutée ;
- l'excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation ;
- le résultat d'exploitation ;
- le résultat de l'exercice.

Dossier 2

Question 1 : Veuillez définir la notion de « capacité d'autofinancement » (CAF).

Question 2 : A partir des renseignements suivants, veuillez déterminer la CAF en argumentant vos résultats.

EBE	500 000,00 €
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	120 000,00 €
Autres charges	40 000,00 €
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	30 000,00 €
Produits financiers	20 000,00 €
Charges nettes sur cessions de VMP	15 000,00 €
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 000,00 €
Produits exceptionnels sur opérations en capital	35 000,00 €
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 000,00 €
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	45 000,00 €
Impôts sur les bénéfices	90 000,00 €

Dossier 3

La société TP a au cours de l'année N passé les opérations suivantes :

- 1/ Emprunt de 40 000 € auprès de la banque, viré sur le compte bancaire le 05/01/N.
- 2/ Vente de marchandises le 15/01/N à crédit au client DOVO pour un montant de 10 000 € HT (TVA = 19,6 %).
- 3/ La société TP reçoit le 02/02/N la facture d'achat de marchandises n° 2348 de ROBINSON pour un montant de 2 000 € HT (TVA = 19,6 %), paiement le 30/06/N.
- 4/ L'entreprise TP adresse le 01/03/N à son client DOVO une facture d'avoir de 1196 € TTC.
- 5/ L'entreprise TP reçoit le 14/04/N une facture de son fournisseur américain BAN, pour un achat de marchandises de 150 000 \$ (cours du jour = 1 \$ = 0,5 €).
La livraison est effectuée le 05/05/N avec règlement par virement bancaire de la TVA pour 14 700 € et des droits de douane de 2 000 €.
- 6/ L'entreprise TP règle son fournisseur américain le 12/06/N par virement bancaire (cours du jour = 1 \$ = 0,6 €).
- 7/ Le 18/09/N, l'entreprise TP acquiert un terrain avec le détail de l'acte suivant :
 - Terrain : 200 000 €
 - Frais d'acte (honoraires) : 10 000 €
 - TVA : 2 300 €
 - Droit d'enregistrement : 9 000 €

Règlement en fin de mois.

- 8/ AU 31/12/N, l'entreprise TP constate que son client DOVO est irrécouvrable.

Travail à effectuer : Passer les écritures dans le livre journal de la société.

Dossier 4

A partir des éléments fournis en **annexe 1** concernant la société « CUSTOMS », qui a un effectif de 188 salariés et un chiffre d'affaires de 56 335 514 €, veuillez calculer, en explicitant vos résultats :

- la surface financière ;
- le taux de renouvellement des immobilisations ;
- la rentabilité des capitaux ;
- la rentabilité commerciale ;
- la productivité ;
- la liquidité.

ANNEXE 1

Bilan société CUSTOMS

Bilan-Actif	BRUT	NET
Concessions, brevets et droits similaires	514968	98783
Fonds commercial	4878	8
Terrains	912752	912752
Constructions	8735401	1589258
Installations techniques, matériel et outillage industriels	14847720	3196235
Autres immobilisations corporelles	1035221	362698
Autres immobilisations en cours	372609	372609
Avances et acomptes	588083	588083
Immobilisations financières	244754	144795
Matières premières, approvisionnements	4533000	4382500
Produits intermédiaires et finis	2825000	2730837
Marchandises	205000	205000
Avances et acomptes versés sur commande	54538	54538
Clients et comptes rattachés	18015891	17969001
Autres créances	3865438	3799217
Valeurs mobilières de placement	2404152	2404152
Disponibilités	208060	208060
Charges constatées d'avance	224974	224974
Ecart de conversion actif	4889	4889
Total général	59597328	39248389

BILAN-PASSIF	
Capital social ou individuel	6885696
Réserve légale	656073
Réserves statutaires ou contractuelles	6290839
Réserves réglementées	748410
Report à nouveau	112819
Résultat de l'exercice	2203241
Provisions réglementées	1948213
Provisions pour risques	259273
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1324692
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10330752
Dettes fiscales et sociales	2620020
Autres dettes	5866918
Total général	39246946

OPTION C : GESTION ET ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Sujet : L'entreprise face aux risques

Documents composant le dossier :

	<i>Pages</i>
Document n°1 : Les nouveaux risques	11
Document n°2 : Retour sur quelques grandes catastrophes	12
Document n°3 : Les critères d'analyse de risques pour les assureurs	13

Les nouveaux risques

La décennie en cours verra certainement l'émergence de risques encore inconnus ou très imparfaitement définis aujourd'hui. Quelle vision prospective peut-on avoir de ces « risques émergents »? Sans avoir entrepris de véritable prospective à ce sujet, le groupe Télémaque a esquissé quelques tendances. Parmi les facteurs de risques émergents, on peut citer:

- la mondialisation et l'intégration internationale des activités. Par exemple, les épidémies peuvent connaître des processus de propagation plus rapide qu'auparavant. Le risque croissant provient du développement de l'échange;
- l'augmentation de l'incertitude qui vient de fortes innovations scientifiques et technologiques d'un côté, de l'accélération des mutations de l'autre. Les avancées scientifiques et technologiques constituent à la fois des facteurs d'apparition de nouveaux risques difficilement probabilisables et des moyens de se prémunir contre les risques. Le risque vient ici du déplacement de la frontière technologique;
- la réactivité au risque. Une société plus averse au risque tend à vouloir s'en protéger ex ante davantage, mais lorsque le risque se manifeste, des réactions excessives, extrêmes, de foule peuvent survenir, et l'hypothèse qu'elles seront rationnelles est limitée. Le risque suit le risque.

Quand aux risques émergents eux-mêmes, il est bien entendu délicat de les prévoir, mais on peut insister sur les éléments suivants:

- Les risques d'image, de réputation, de boycott (...)
- Les risques d'étouffement des systèmes d'information ou de communication (...)
- Les risques sanitaires et de contagion (...)
- Les risques sériels (touchant un très grand nombre de personnes), notamment sur la santé, du type de l'amiante (...)
- Les risques de basculement des mentalités: suite à des campagnes de sensibilisation médiatique ou émanant de mouvements associatifs (écologistes etc...), des éléments de la vie quotidienne (...)

La multiplication des risques extrêmes (11 septembre 2001, tempêtes climatiques...) fait prendre conscience aux assureurs que, si les risques sont rares, ils se réalisent parfois et peuvent même se cumuler sur un court laps de temps. (...) De fait, ces risques présentent des spécificités qui les rendent particulièrement délicats à gérer et les placent souvent à la frontière de l'assurabilité.

Bentaglio G. et Betbze J-P (2005), L'Etat et l'assurances des risques nouveaux, Commissariat général du Plan, juin.

Le cyber-crime

- 1 email sur 50 en moyenne contient un virus.
- Le secteur d'activité où le pourcentage de trafic de virus est le plus élevé est le commerce de gros, suivi de l'éducation
- 3 à 6% de dépenses totales en informatique et technologie (« dépenses IT ») sont consacrées à la sécurité
- Les attaques menaçant la sécurité informatique sont responsables de la diminution de 2% du chiffre d'affaires des entreprises américaines
- La France est le pays où le nombre de spams, qui envahissent les messageries professionnelles, est le plus important

Chicheportiche O. (2006), « Cyber-criminalité: un risque surtout interne », www.silicon.fr, mars.

Retour sur quelques grandes catastrophes

1984. Bhopal. L'explosion de l'usine de pesticides de l'Union Carbide le 3 décembre 1984 à Bhopal, en Inde, constitue sans doute à ce jour la plus grande catastrophe industrielle jamais survenue: l'explosion a dégagé dans l'atmosphère 40 tonnes d'isocyanate de méthyle, tuant entre 16 et 30 000 personnes.

1995. La faillite de la Barings Bank. La Barings Bank, la plus ancienne banque d'Angleterre, est mise en faillite en 1995 à la suite des opérations frauduleuses d'un trader ayant effectué des placements à découvert supérieurs aux fonds propres de la banque, générant 850 millions de livres sterling de pertes.

1998. LTCM. Long Term Capital Management est un hedge-fund créé en 1994 et dont la quasi-faillite en 1998 provoqua des perturbations importantes sur les marchés financiers. En 1998, le fonds dispose de positions qui représentent plus de 100 milliards de dollars sur les marchés obligataires. Il est pris dans la tourmente que déclenche la crise asiatique d'octobre 1997 sur les marchés des taux d'intérêts. Le 23 septembre 1998, LTCM doit être sauvé de la faillite par la Réserve fédérale américaine, afin d'éviter un risque d'effondrement du système financier international. 3,7 milliards sont nécessaires à son sauvetage.

2001. AZF. Le 21 septembre 2001, un stock de nitrate d'ammonium explose à l'usine AZF de Toulouse provoquant la mort de 30 personnes et de lourds dégâts matériels, dont le coût est estimé à environ 2 milliards d'euros.

Problèmes économiques n°2942, février 2008

Près d'un grand groupe mondial sur deux est client de la Coface

Créée en 1946 et privatisée en 1994, la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface), filiale de Natixis, est l'un des principaux assureurs crédits français avec un portefeuille de 105 000 clients. Le département risque-pays et études économiques de la Coface regroupe une dizaine d'économistes chargés de suivre les risques de plus de 150 pays et de 15 secteurs d'activités au niveau mondial. Les notations, publiées par pays et par secteur, mesurent le niveau de risque d'impayés moyens des entreprises.

Les Echos et le Monde économie, 22 janvier 2008

Les critères d'analyse de risques pour les assureurs

Caractéristiques juridiques

âge de la société (moins de 3 ans)

Structure juridique (filiales, join-ventures, pays de domiciliation)

LBO, MBO, LMBO ou d'un RES

Cotée en bourse, aux Etats-Unis, émission ADR II ou III

Situation financière des trois dernières années

Rating des agence de notation

Ratio de liquidité, endettement, résultat net

Activités à risques

Institution financière, promotion immobilière, santé humaine, télécommunications, hautes technologies, informatique, biotechnologies, construction, services aux collectivités publiques, tabac

Gouvernance

Composition du conseil

Audits

Représentation des minoritaires/majoritaires

Environnement économique de l'assuré

Concurrence

Fusion, acquisition, restructuration, délocalisation

Clients/fournisseurs

Sinistres antérieurs

Nature et montant

Problèmes économiques n°2942 (février 2008)

Philosophie du risque, typologie, gestion et coûts

Si la mondialisation a offert de nouvelles possibilités de croissance aux entreprises, elle a dans le même temps accru le risque. Aux risques traditionnels de l'activité entrepreneuriale, s'ajoutent dorénavant les risques liés aux nouvelles technologies, à l'internationalisation des échanges et aux nouvelles contraintes juridiques. En dépit des progrès considérables des nouvelles techniques de « risk management » (gestion du risque), ce dernier ne peut pas être totalement éliminé. De toute façon, aucun dirigeant d'entreprise n'a pour mission de supprimer les risques puisqu'ils sont payés pour en prendre. La gestion du risque consiste à faire en sorte que la valeur de l'entreprise soit au moins garantie, voire durablement accrue. Sans risque, l'opportunité de créer de la valeur n'existe pas.

Qui endosse la responsabilité? Si certains risques ne sont pas « assurables » (le cyber-crime, les risques liés aux nanotechnologies...), en raison de la difficulté de les évaluer, beaucoup peuvent être transférés au marché sous la forme d'assurance ou d'instruments financiers dérivés. Mais la gestion du risque ne consiste pas seulement à s'assurer contre le risque. Il faut définir et mettre en place une politique du risque qui permette de déterminer quels sont les risques qui doivent être couverts ou transférés.

Knight et Pretty (2000) « définir une philosophie du risque », Les Echos.

OPTION D : GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE ET HUMAINE

Les enjeux mondiaux de l'accès à l'eau et de sa gestion.
